

"Là-bas, on ignore les victimes du terrorisme» : le témoignage poignant de deux Niçois endeuillés par un attentat à Nairobi

NICE - MATIN

PAR CHRISTOPHE CIRONE MIS A JOUR LE 22/11/2019 A 07:52 PUBLIE LE 22/11/2019 A 07:51



Michel et Gabriel Dechauffour, ce jeudi, au palais Acropolis de Nice. **Photo C.C.**

Le 21 septembre 2013, deux Niçois étaient tués dans l'attentat de Nairobi. Michel et Gabriel Dechauffour, père et fils endeuillés, livrent un autre regard au congrès international à Acropolis

"Au moins, vivons le mieux possible le temps qui reste à vivre !" Tel est l'état d'esprit de Michel Dechauffour lorsqu'il décide de quitter Nice pour l'Afrique avec femme et enfants.

Au crépuscule du XXe siècle, atteint de "ce qu'on appelle une longue maladie", cet expert-comptable réalise l'impensable : emménager dans un lodge, au beau milieu du parc national de Méru. Vivre parmi les animaux sauvages, comme en rêvaient sa femme Corine et sa fille Anne. "On n'a jamais eu de problème avec les lions". Mais c'est bien connu : le bipède est le plus dangereux des animaux.

Nairobi, 21 septembre 2013. Leur voiture longe le centre commercial Westgate à l'instant où les shebabs vont donner l'assaut. Corine et Anne sont les premières victimes. "C'est ma famille, en France, qui a vu les photos de mon épouse et ma fille dans la voiture, mortes", se souvient Michel Dechauffour. Il y aura 70 autres tués. Et plus de 200 blessés.

Après le choc, "la chape de plomb". Michel et Gabriel se retrouvent livrés à eux-mêmes. Et découvrent que le gouvernement de Méru lorgne sur leur joli lodge. "On n'a jamais reçu d'excuse ou d'empathie. Jamais. Au contraire, on nous a écrit pour nous dire : "Foutez le camp""", grince Michel.

CHASSÉS PAR DES HOMMES ARMÉS

Un jour, cela a fini par arriver, des hommes armés ont investi le lodge par la force. "Par chance, nous n'étions pas sur place. Car nous aurions refusé de partir, et ils avaient ordre de..." Michel Dechauffour s'interrompt et mime le maniement d'une arme longue.

La justice ? Ils l'attendent encore. Pour leur bien. Mais aussi pour les victimes du Westgate. Michel et son fils doutent de tout. De la mort de tous les coupables. Du nombre de morts aussi. Car au Kenya, "c'est tabou, le terrorisme, explique Gabriel. Ça donne une mauvaise image du pays. Alors ils essaient de tout tasser..."

Il y a bien cette stèle, à Nairobi, en hommage aux victimes. Comme il y en a une à Nice, sur la colline du château. Différence notable : là-bas, c'est une association qui a dû la financer.

Et au Westgate? "Rien du tout. Pas une stèle, pas une plaque. C'est comme si rien ne s'était passé, s'indigne Gabriel. Là-bas, quand vous êtes victime du terrorisme, on vous ignore."

S'INSPIRER DES AUTRES

Alors Michel relativise les défauts de prise en charge en France. Ce pays dont les habitants "se victimisent de tout, râlent contre tout. La France est un pays super, tout le monde le sait... sauf les Français!"

Invité à s'exprimer au congrès des victimes du terrorisme à Nice, l'octogénaire espère que ces trois jours d'échanges "vont inciter des pays à voir ce qui se passe ailleurs".

Six ans après, Michel et Gabriel luttent contre "le risque d'oubli. Parce que nous, on est petits, on n'existe pas". Pour eux, l'oubli est impossible. Le deuil aussi. "Ça ressurgit tout le temps. On ne peut discuter qu'avec des gens qui ont vécu des drames similaires."

Le congrès à Nice en est l'occasion. Pour "partager l'amour de l'humain. Et l'amour de nos êtres chers".

CRITIQUES EN COULISSES

L'association Promenade des Anges-14 juillet 2016 n'est pas la seule à critiquer le congrès organisé à Nice. Si l'AFVT (association française des victimes du terrorisme) revendique la présence de 700 victimes issues de 80 pays, France Europe Beslan, qui suit des victimes d'attentats en Russie, n'y est pas la bienvenue. Ses représentants, Christian Maton et Robert Prosperini, dénoncent l'attitude de Guillaume Denoix de Saint-Marc.

Le président de l'AFVT a été condamné (mais dispensé de peine) par le tribunal de police de Paris, pour des violences envers le président de cette association. Guillaume Denoix de Saint-Marc se serait emporté contre lui lors d'une cérémonie d'hommage, le 19 septembre 2018. Il récuse ces violences et a fait appel. Mais cet épisode lui vaut les critiques acerbes de Françoise Rudetzki.

La présidente historique de SOS Attentat ne "partage pas les valeurs" de M. De Saint-Marc, depuis les négociations avec la Libye sur la reconnaissance de l'attentat du DC10 d'UTA.

En 1989, ce drame a coûté la vie du père de l'actuel président de l'AFVT.